

Plan : de la Révolte des Canuts (1831-1834) à la Révolution de 1848 en France :
"L'avènement des possibles".

PREMIERE PARTIE

I. Les Révoltes des Canuts, 1831-1834 : un laboratoire des luttes sociales

« Vivre en travaillant ou mourir en combattant », telle est la devise inscrite sur un drapeau noir hissé au sommet d'une barricade, par les Canuts lyonnais, le 22 novembre 1831.

1. La Fabrique à Lyon : l'organisation du travail de la soie

Doc. 1 p. 3 : le portrait des Canuts par l'historien Fernand Rude.

2. Le premier épisode : La Révolte de 1831

Doc. 2 p. 3 : Affiche du Comité insurrectionnel de Lyon, 23 novembre 1831.

3. Le deuxième épisode de la révolte des canuts, en 1834 :

Doc. 3 p.3 : La répression : Honoré Daumier *Rue Transnonain, 15 avril 1834*

Conclusion : les expériences sociales et politiques des Canuts (voir document)

- Le mutuellisme,
- une presse ouvrière,
- les coopératives,
- la formulation des revendications des travailleurs,
- la grève générale insurrectionnelle, la résistance contre la "mécanique"
- la résistance contre la "mécanique".

Doc 1 : Portrait des Canuts par l'historien Fernand Rude

"Les canuts étaient des travailleurs très capables. Physiquement, ils n'étaient pas les êtres sous-alimentés, chétifs et malpropres qu'on a parfois dépeints. D'autre part, une **véritable élite intellectuelle** s'était formée parmi eux dont les représentants se distinguaient par leur culture, par la vigueur, l'élévation de leur esprit, par leur goût artistique, par la haute idée qu'ils se faisaient de la dignité personnelle, par leur sens des justes revendications sociales, par leur conception de l'honneur ouvrier. Un magnifique passé de travail, la **pratique séculaire d'un métier qui est presque un art** avait progressivement affiné la population lyonnaise. A certaines époques de prospérité, sous l'Empire et la Restauration, quand les métiers battaient de façon intense, elle connut un relatif bien-être qui favorisa le développement de ses possibilités d'action, l'éveil de la réflexion, **l'épanouissement de la conscience ouvrière**. Lyon devint un ardent « foyer de lumière » pour les travailleurs qui commençaient à s'occuper de l'amélioration de leur sort, qui inauguraient leur admirable effort de libération. **Le sentiment de solidarité qui les animait se traduisit par la fondation de nombreuses sociétés de Secours Mutuels dont certaines, comme celles des chapeliers, n'étaient autres que des instruments de lutte contre les patrons, des associations de résistance, en somme des syndicats déguisés. Les chefs d'atelier en soierie, las de subir passivement l'injustice et l'injure, suivirent cet exemple et créèrent une société toute philanthropique, le Mutuellisme "**

Doc 2 : Affiche du Comité insurrectionnel de Lyon, 23 novembre 1831 :

"Lyonnais!

Des magistrats perfides ont perdu de fait leurs droits à la confiance publique ; une barrière de cadavre s'élève entre eux et nous, tout arrangement devient donc impossible. Lyon, glorieusement émancipé par ses enfants, doit avoir des **magistrats de son choix** : des magistrats dont l'habit ne soit pas souillé du sang de leurs frères !

Nos défenseurs nommeront des syndics définitifs pour présider avec toutes les corporations respectives à la représentation de la ville et du département du Rhône.

Lyon aura ses comices ou ses assemblées primaires, les besoins du peuple provincial seront enfin entendus et une nouvelle garde citoyenne sera organisée. Plus de charlatanisme ministériel pour nous en imposer.

Soldats, vous avez été égarés : venez à nous, vos blessés vous diront si nous sommes vos frères. Gardes nationaux, des ordres donnés par des hommes perfides et intéressés ont compromis votre habit. Vos coeurs doivent être français : réunissez-vous à nous pour maintenir l'ordre.

Nous sommes sûrs qu'au premier appel chacun de vous se trouvera sur les places d'armes respectives.

Tous les bons citoyens s'empresseront de rétablir la confiance en rouvrant leurs magasins.

L'arc-en-ciel de la vraie liberté brille depuis ce matin sur notre ville : que son éclat ne soit pas obscurci.

VIVE LA LIBERTÉ !

Lyon, le 23 novembre 1831. Pour la « Commission des ouvriers » : Lacombe, syndic; Frédéric, vice-président; Charpentier et Lapachelle, syndics. »

Doc. 3 : **la répression : "Rue Transnonain, le 15 avril 1834"**. Lithographie d'**Honoré Daumier**, publiée par *l'Association mensuelle*, le 23 juillet 1834, en même temps que le Manifeste de Ledru-Rollin, *Mémoire sur les évènements de la rue Transnonain*.



Conclusion sur les Canuts : les expériences

L'expérience du mutuellisme,

La Société de devoir mutuel des tisserands lyonnais est l'illustration de l'organisation collective des ouvriers sous la forme de Caisse de secours mutuel et de l'importance pour eux de l'Association.

Le mutuellisme peut prendre d'autres formes comme celle des **Universités populaires**, par exemple l'Association pour l'instruction libre et gratuite du peuple qui regroupe 46 enseignants et 2500 ouvriers en 1833; la Société polytechnique pour l'Instruction du Peuple.

Il peut aller au delà de la défense corporative, signe de l'émergence d'une conscience de classe. Par exemple, en 1833 **les tailleurs de pierre de Lyon** adressent aux ouvriers en soie une requête qui paraît dans le journal l'Echo de la fabrique : ils demandent de l'aide dans un conflit avec leurs maîtres.

*Dans leur réponse les ouvriers de la soie remarquent que l'Echo de la fabrique avait été fondé pour parvenir à former les liens de la **confraternité des prolétaires**. "Si toutes les fraternités voulaient (...) se donner la main pour se soutenir", elles pourraient "parvenir à former les liens de la confraternité des prolétaires".*

Il peut être aussi une voie d'émancipation :

En 1833 pour soutenir la **grève** engagée à Paris sur les questions des salaires et de la durée du travail, **la Société philanthropiques des Ouvriers Tailleurs de Paris** (une société de résistance déguisée en une Société de secours mutuel) décide la création **d'un atelier "national"** où les ouvriers produisent et vendent à leur compte.

Cette initiative est reprise par d'autres corporations et est réprimée.

Grignon, militant républicain et président de la Commission de grève, écrit dans La Tribune, journal républicain de la Société des droits de l'homme, le 7 novembre 1833 :

"non seulement ils ont refusé de travailler mais encore ils ont songé au moyen de se passer de maîtres... C'est le premier exemple d'émancipation du travail par ses propres oeuvres".

L'initiative des ateliers sociaux sera théorisée par Louis Blanc dans son ouvrage paru en 1839 : l'Organisation du travail.

Publication presque simultanément de Voyage en Icarie de Cabet en 1839, de Qu'est-ce que la propriété de Proudhon en 1840.

L'expérience d'une presse ouvrière, une presse ouvrière pérenne

L'Echo de la Fabrique, créé par les chefs d'ateliers de Secours de Devoir Mutuel, à la veille du soulèvement d'oct. 1831, qui dure jusqu'à son interdiction après l'insurrection d'avril 1834. Puis l'Indicateur et la Tribune prolétarienne

L'Echo de la Fabrique est un hebdomadaire de 8 pages sur deux colonnes.

Son contenu : des débats sur l'association industrielle, l'enseignement mutuel, des chroniques sur les séances des conseils de prud'hommes, des débats sur les idées des Saint-simoniens ou des fouriéristes sur l'économie sociale, des poèmes, des chansons, des propositions de lectures prolétaires, des controverses avec les journaux officiels organes de la préfecture, comme le Courrier de Lyon.

L'expérience de coopératives

- **la maison centrale pour les chefs d'atelier** : une **coopérative de production**

- **le Commerce véridique et social** crée par Derrion, en février 1835; une épicerie coopérative, **coopérative de consommation** sur les pentes de la Croix-Rousse (Montée de la grande Côte), qui parvint à créer 5 points de vente. Son expérience tient jusqu'en 1838, date à laquelle, victime de tracasseries administratives et policière, de l'hostilité des autres commerçants, de la grave crise économique de 1837, il doit déposer son bilan.

(Derroin se réfugie à Paris, puis perdant l'espoir d'une réalisation pratique du fouriérisme en France il part pour Le Brésil porteur du rêve d'une phalange d'essai fouriériste dans le nouveau monde. Il meurt d'une fièvre jaune en 1850, entouré de ses amis fouriéristes.

Le monde diplomatique, octobre 2014).

La formulation des revendications des travailleurs :

l'augmentation des salaires et la fixation d'un tarif, un salaire minimum, le refus du paiement à la tâche, la diminution du temps de travail et la réglementation du travail, le refus du marchandage, (les intermédiaires), la représentation professionnelle ouvrière.

Une expérience politique : la grève générale insurrectionnelle, comme celle d'avril 1834

Le combat des canuts s'inscrit dans une époque de transition, du métier à la manufacture.

Face aux révoltes ouvrières, les patrons lyonnais, dès 1831, cherchent des solutions: la mécanisation, la délocalisation du tissage dans les campagnes environnantes, l'utilisation d'une main d'oeuvre enfantine et féminine, confiée à des religieuses dans des "couvents de la soie" : comme l'internat Jujurieux dans l'Ain créée en 1835.

Cet internat est, dès sa fondation, un établissement à moteurs mécaniques. Les ouvrières y font toutes les opérations du travail de la soie, de la filature au tissage. Ce sont des filles de 12 à 21 ans, jeunes paysannes ou enfants de l'hôpital des enfants trouvés de Lyon, encadrées par des soeurs employées par le patron.

(Plusieurs dizaines de communautés religieuses se sont mises ainsi au service de l'industrie. Certaines ont été créées expressément pour la surveillance des ateliers dans l'industrie de la soie, et notamment la communauté des Saints Coeurs de Jésus et Marie, dans la Drôme.

L'Eglise a apporté un triple concours à l'industrialisation, par la mise au travail des populations pauvre ou délinquantes (les refuges du Bon Pasteur pour les filles repenties), des femmes et des enfants dans les ateliers, par l'expérimentation technique auquel l'Eglise s'est prêtée. L'Eglise de Lyon sollicitait des industriels des prêts pour s'équiper, bénissait les machines, "alliance de la machine et de l'autel".)

D'où en février 1848, la violente insurrection contre la collusion de l'Eglise avec le nouvel ordre industriel, dans un double mouvement contre les machines et les établissements religieux à Lyon ; la destruction des métiers mécaniques dans le clos des Chartreux, le saccage du pensionnat des Frères de la Doctrine chrétienne, l'incendie du refuge pénitentiaire de Saint Joseph d'Oullins, fondé en 1835 pour "donner

une formation morale et professionnelle à des enfants du peuple dont les vices précoces avaient nécessité une correction paternelle")

En mai 1848, les ouvriers lyonnais détruisent des métiers mécaniques destinés à la manufacture de Jujurieux.

Le combat des Canuts rejoint donc la résistance à la mécanique, incarnation de l'exploitation, instrument de discipline, "accapareuse d'ouvrage", dépossédant les ouvriers de leur ouvrage et de leur savoir faire.¹

L'écho de la fabrique se fait l'écho du débat entre partisans et adversaires de la "mécanique".

Cette réflexion est influencée par les débats au sein des socialistes utopistes, chez les saint-simoniens et les fouriéristes : interrogation sur la possibilité d'un usage social et moral des machines; l'association, la coopérative ouvrière serait un moyen de civiliser la machine et d'en atténuer les dangers.

¹ Ouvrage collectif, *Les luddites en France : Résistance à l'industrialisation et à l'informatisation*, l'Echappée, Montreuil, 2010.
Article de Michèle Perrot : *les ouvriers et les machines en France dans la première moitié du XIX siècle*
François Jarrige : *techno-critiques, du refus des machines à la contestation des technosciences*, La Découverte, 2014.

CLAUDE PERRIER
(1742-1801)

Manufacturier, banquier, propriétaire du Château de Vizille, où se tiennent les Etats Généraux du Dauphiné, en juillet 1788. Il achète des actifs de la Compagnie des Mines d'Anzin (qui avaient été fondées en 1757). Ces actifs, parts du capital des Mines appartenaient à des nobles émigrés qui ont été confisqués et transformés en biens nationaux mis en vente par l'Etat. Sa famille devient le principal actionnaire des Mines D'Anzin. Il soutient financièrement le coup d'Etat de Bonaparte en 1799. Il est le rédacteur des statuts de la Banque de France en 1801

AUGUSTIN
(1773-1833)

SCIPION
(1776-1821)

MARINE
(1779-1851)

ALPHONSE
(1782-1866)

JOSEPH
(1786-1868)

Polytechnicien en 1794, manufacturier
Président du tribunal de commerce
Député, Pair de France

Directeur de la caisse d'Epargne
Administrateur des Mines
Régent de la Banque de
de France

épouse
Camille Teisseire
(ratafia, sirops)

Commandant de la garde
*Maire, député, conseiller
général*
Administrateur de l'hôpital
civil de Grenoble
Administrateur de la succursale
grenobloise de la Banque de France

Receveur financier
Administrateur des
Mines d'Anzin
Député
Régent de la Banque
de France

a un fils **ADOLPHE**

qui épouse Nathalie de la Fayette
petite-fille du Marquis

JOSEPHINE
1770-1850

épouse le baron
Savoie de Rollin

ALEXANDRE
1774-1846

Maire, député

Fondateur de la banque Périer à Paris
Actionnaire des Mines d'Anzin
Régent de la Banque de France
Député, président de la Chambre
Président du Conseil des Ministres
Responsable de la répression des
Canuts en 1831

CASIMIR
1777-1832

CAMILLE-JOSEPH
1781-1844

Polytechnicien, géographe
Auditeur au Conseil d'Etat
Préfet, député, maire
Pair de France

AMEDEE
1785-1851

auditeur au Conseil
d'Etat

AUGUSTE CASIMIR

Diplomate, député, sénateur, ministre de l'intérieur du gouvernement Thiers (1871-1873)
Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques

PAUL

armateur, banquier, député, sénateur

JEAN CASIMIR PERIER

Président de la République (1894-1895)

HENRIETTE

épouse le Comte Louis Philippe Charles de Ségur